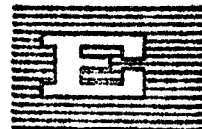


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2373/Add.11  
3 août 1953  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



Distr. double

APATRIDIE

Commentaires reçus des gouvernements au sujet du projet de protocole relatif  
au statut des apatrides

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-après la communication reçue du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en réponse à sa note adressée, conformément à la résolution 629 (VII) adoptée par l'Assemblée générale le 6 novembre 1952, à tous les gouvernements invités à la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides (tenue à Genève en juillet 1951), afin d'obtenir leurs commentaires au sujet du projet de protocole relatif au statut des apatrides.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Note en date du 16 juillet 1953 adressée au Secrétaire général par le représen-  
tant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès  
des Nations Unies

Le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer à sa note SOA/325/5/05 (1) en date du 1er décembre 1952 adressée au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Royaume-Uni au sujet du projet de protocole relatif au statut des apatrides.

D'une manière générale, les apatrides bénéficient dans le Royaume-Uni du même traitement que les réfugiés et le Gouvernement de Sa Majesté ne voit, en principe, aucune objection à appliquer aux apatrides qui ne sont pas réfugiés les dispositions de la Convention relative au statut des réfugiés, pour autant que ces dispositions sont applicables aux apatrides.

En conséquence, le Royaume-Uni n'aurait aucune difficulté à appliquer aux apatrides, mutatis mutandis, les dispositions énumérées à l'annexe II de la note du Secrétaire général SOA/325/5/05 (1), de même que les dispositions des articles 4, 8, 11, 17, 2) et 3), 19 2), 30 et 33 qui figurent au nombre des dispositions énumérées à l'annexe III. Il va sans dire que l'application de ces dispositions serait soumise à toute réserve que le Gouvernement de Sa Majesté peut juger devoir formuler, en vertu de l'article 42, à propos de l'un quelconque des articles énumérés aux annexes II et III de la note du Secrétaire général concernant la ratification de la Convention relative au statut des réfugiés. Les articles 9 et 31, en raison des termes mêmes dans lesquels ils sont rédigés, ne semblent pas applicables aux apatrides en tant que tels et ne doivent pas, de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, être compris au nombre des articles dont l'application serait régie par le protocole.

Il est présumé que les clauses finales types dont il est question au dernier paragraphe de l'annexe I et de l'annexe III, renvoi 1 de la note du Secrétaire général SOA/325/5/05 (1), seront rédigées sous une forme identique à celle des dispositions correspondantes de la Convention relative au statut des réfugiés.

---